

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 5 avril 2026

Combat contre l'opportunisme.

Quand je vous disais qu'il n'y en avait pas un seul de récupérable, qu'ils étaient tous incurables.

Entre les deux tours de l'élection municipale, le Parti des travailleurs a appelé à voter au second tour pour les candidats restés en lice du PS, PCF, Ecologiste, Place publique, Générations, LFI, divers gauche, sachant qu'ils sont tous inféodés au capitalisme et aux institutions de la Ve République, et que lorsqu'ils ont gouverné dans le passé, ils ont toujours poursuivi la politique réactionnaire du parti officiel de l'ordre ou dit de droite. Qui l'ignore ? Personne, sauf ces gens-là.

Ce sont des démagogues qui instrumentalisent en permanence les enseignements de la lutte de classe du passé.

Ils nous expliquent pour se justifier, qu'ils ont repris "*le vieux mot d'ordre du mouvement ouvrier : « Marcher séparément et frapper ensemble »*", sans se demander frapper qui ou sur qui, sur nous, sur les travailleurs évidemment. Le PS et PCF et leurs satellites le prouvent quotidiennement en refusant de rompre avec Macron, avec le capitalisme et les institutions de la Ve République, en soutenant toutes les guerres de l'OTAN ou de l'impérialisme français... Qui l'ignore ? Personne, sauf ces gens-là.

On vous demande de voter pour des partis après que tous les dirigeants eurent déclaré qu'ils étaient prêts à gouverner avec Macron, à appliquer la politique de Macron. Qui l'a oublié ? Personne, sauf ces gens-là.

Ils ont une mémoire sélective.

Ces scélérats vont plus loin encore, puisqu'ils ont précisé qu'il fallait "*faire barrage d'un seul bloc, sans la moindre condition, à l'extrême droite*", alors que ces partis par leur compromission alimente l'extrême droite, vous devriez l'occulter, l'oublier, vous n'avez rien vu ou entendu, vous n'avez rien appris des expériences du passé, vous ne savez rien, ne vous posez pas de questions, éliminez des traîtres, des imposteurs, des ennemis, vous vous en porterez mieux, vraiment ?

Ces gens-là n'ont décidément aucun principe, aucun scrupule, aucune dignité, aucun idéal ou ils n'incarnent en rien notre cause. Les opportunistes finissent toujours par se démasquer ou se trahir eux-mêmes.

Le Parti des travailleurs

- S'agissant du second tour et de la menace de voir l'extrême droite s'emparer d'un certain nombre de grandes villes, le Parti des travailleurs estime qu'un front unique sans faille des travailleurs, de la jeunesse et du mouvement ouvrier et démocratique doit s'y opposer. Et cela sans aucune condition ! Le bureau national du Parti des travailleurs reprend à son compte le vieux mot d'ordre du mouvement ouvrier : « Marcher séparément et frapper ensemble ».

Frapper ensemble, cela signifie pour les organisations qui se réclament du mouvement ouvrier et démocratique de faire barrage d'un seul bloc, sans la moindre condition, à l'extrême droite.

En épilogue. Cela s'adresse plus particulièrement à des militants.

Il m'est venu un truc à l'esprit en faisant une pause à propos de ce qu'ils appellent la gauche, avec ou sans guillemets, on s'en fout.

Dans le procès de production, vous avez la partie du capital qui est représentée par les moyens de production (usine, machine, terre, etc.) qui appartiennent au capitaliste, et le profit qui lui reviendra à l'issue de ce processus. Elle est gérée par la droite ou ce qu'on appelle aussi le parti de l'ordre. L'autre partie du capital est constituée par la force de travail (le capital variable), la main d'œuvre, les travailleurs, celle qui dégage de la plus-value, qui enrichit le capital par son travail pour faire bref, elle est gérée par la gauche ou les organisations du mouvement ouvrier, syndicats et partis.

Par conséquent, ils sont complémentaires et ils se partagent les rôles, l'un dirige, tandis que l'autre exécute et se soumet. Ce sont ces rapports que la gauche gère avec la droite ou les capitalistes sans jamais les remettre en cause, sinon elle n'existerait plus, car si elle affrontait les capitalistes, ils expulseraient ses représentants, les syndicats seraient interdits et les partis ouvriers hors la loi, c'est ce qu'on observe chaque fois qu'une dictature militaire ou fasciste se met en place, la première chose qu'elle fait, elle réprime férocement le mouvement ouvrier.

Autrefois ou lors de la seconde moitié du XIXe siècle et au début du XXe, lorsque les ouvriers se dotaient de véritables syndicats de classe, lorsque le marxisme et le socialisme scientifique avait une réelle influence sur le développement du mouvement ouvrier, les maîtres des forges les réprimaient violemment, ils envoyaient la troupe pour mitrailler les manifestations, y compris des ministres de la SFIO (PS). A cette époque les syndicats de base dans les usines étaient de gauche, contrairement déjà la SFIO, ils ne confondaient pas ou ils ne conciliaient pas les intérêts des capitalistes avec ceux des ouvriers, ils n'avaient rien à voir avec leurs ministres qui participaient à des gouvernements de droite, eh oui, déjà !

Le réveil ou la prise de conscience va être difficile pour beaucoup d'entre nous, car il va bien falloir finir par admettre qu'il y a plus d'un siècle qu'on nous abuse ou qu'on nous berne en nous présentant sous l'étiquette de gauche un produit de droite, obsolète, frauduleux, avarié, toxique, et cela depuis des lustres, souvent avec notre complicité parce que cela nous arrangeait, par paresse intellectuelle ou lâcheté pour ne pas affronter les dirigeants de l'extrême gauche ou ne pas se fâcher avec eux, pour quel résultat, le néant politique, pire, aujourd'hui ils vous plantent ouvertement un couteau dans le dos, si vous ne réagissez pas, c'est que vous êtes déjà mort, on ne peut plus rien pour vous, d'ailleurs vous avez déjà oublié ce que vous venez de lire.

En famille. L'absence d'une représentante du régime fascisant, Aurore Bergé, a été regrettée par le maire, raison de plus pour ne pas y participer.

France : rassemblement citoyen contre le racisme à l'initiative du maire LFI de Saint-Denis, Bally Bagayoko - RT 4 avr. 2026

Plusieurs syndicats, associations et personnalités politiques de gauche se sont mobilisés, ce 4 avril, pour le « *grand rassemblement citoyen* » contre le racisme à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), organisé à l'initiative du nouveau maire de La France insoumise, Bally Bagayoko. Parmi les politiques qui ont répondu présent à ce rassemblement figure le leader insoumis Jean-Luc Mélenchon, venu participer avec Mathilde Panot et Sophia Chikirou. L'écologiste Marine Tondelier, ainsi qu'une délégation d'élus socialistes, ont également été vus sur le parvis de la mairie.

S'exprimant sur France Info ce 4 avril à propos du rassemblement, le maire insoumis a déclaré que « *la cause que nous défendons est au-dessus* » des divergences ou des difficultés pour certains à s'afficher aux côtés de La France insoumise.

L'édile estime que les efforts consacrés à la lutte contre le racisme sont insuffisants et en appelle au gouvernement et au chef de l'État à "*agir contre le racisme.*"

Emmanuel Macron s'est muré dans le « *silence* » depuis le début de la vague d'attaques contre le maire de Saint-Denis.

Si les formations politiques du centre et de la droite se sont abstenues de toute participation à l'initiative du maire de gauche, le gouvernement a aussi brillé par son absence dans la mesure où aucun ministre n'a fait le déplacement.

L'absence d'Aurore Bergé a été regrettée par le maire qui a assuré que « *sa place était clairement à nos côtés. S'il y a bien une ministre qui aurait dû être présente, c'est bien elle* ». (Alors qu'elle soutient le projet de la loi Yadan criminalisant l'antisémitisme ou toute opposition à la politique menée par le gouvernement raciste ou génocidaire israélien, un tel « *regret* » dénote un niveau de compromission incurable. Lire l'article suivant. Ils sont à vomir. – J-C)

Le maire de Saint-Denis, d'origine malienne, à l'origine de l'appel à ce rassemblement citoyen, fait l'objet d'une campagne de haine.

Pour rappel, Bally Bagayoko a appelé le 29 mars à ce rassemblement contre le racisme et les discriminations sur son compte Instagram, suite aux propos racistes tenus à son encontre sur la chaîne CNews. Le maire de Saint-Denis fait l'objet de comparaisons à un mammifère de « *la famille des grands singes* » par le psychologue Jean Doridot, puis à un « *mâle dominant* » par le philosophe Michel Onfray.

J-C - Vous savez comment va se traduire cette manifestation en raison de son orientation ouvertement opportuniste, par l'adoption de nouvelles mesures ou lois liberticides contre la liberté d'expression qui seront détournées ou qui serviront à discriminer ou bannir les "*opposants*" au régime, autrement dit, ces mesures ou lois se retourneront contre ceux qui les avaient souhaitées ou encouragées.

Les lois Pleven du 1er juillet 1972 et Gayssot du 13 juillet 1990 n'ont pas enrayé "*le racisme, l'antisémitisme, la xénophobie*" que le gouvernement et les partis de la réaction, ainsi que les médias

mainstream ont normalisé ou dont ils sont devenus les champions une fois maquillé plus ou moins maladroitement. Par exemple, en assimilant l'antisionisme à l'antisémitisme les sionistes sont devenus par leur génocide des Palestiniens, le principal levier de l'antisémitisme, ce sont eux qui représentent un réel danger pour les juifs, dans la mesure où souvent la population les assimile à des barbares.

Lutte contre l'antisémitisme: une pétition contre la loi Yadan auprès de l'Assemblée nationale dépasse les 200.000 signatures - BFMTV 4 avril 2026

Le document - qui recensait ce samedi 4 avril au matin 227.306 signatures - veut mettre fin au projet de loi porté par la députée Caroline Yadan, visant à "*lutter contre les formes renouvelées de l'antisémitisme*".

Cette proposition de loi n°575, déposée par 128 députés le mardi 19 novembre 2024, est notamment soutenue par l'actuelle ministre Aurore Bergé, ainsi que par les anciens Premiers ministres Gabriel Attal et Michel Barnier.

Mise en ligne le 18 février 2026 par Alexandre Balasse, la pétition invite les députés à refuser "*ce projet de loi liberticide appuyant une politique colonialiste et génocidaire contre les Palestiniens*". En cause notamment, l'objectif d'élargissement du délit d'apologie du terrorisme avec la création d'un délit de négation d'un État.

"*Appeler à la destruction de l'État d'Israël, c'est mettre en danger la vie d'un peuple, ce qui ne peut plus être toléré*", avait affirmé Sébastien Lecornu, en faveur du projet de loi, en marge du 40e dîner du Crif (Conseil représentatif des institutions juives de France), le 20 février.

La proposition de loi prévoit notamment de modifier l'article 421-2-5 du Code pénal afin de punir de cinq ans d'emprisonnement et de 75.000 euros d'amende le fait de provoquer "indirectement" des actes de terrorisme. Concernant la négation d'un État, le texte prévoit une peine similaire en cas de provocation directe ou indirecte à "la destruction d'un État".

"*Cette haine de l'État d'Israël est aujourd'hui consubstantielle à la haine des Juifs*", justifie le document. "*L'appel à la destruction de cet État, parce qu'il forme un collectif de citoyens juifs, est une manière détournée de s'attaquer à la communauté juive dans son ensemble*", soutient le texte.

Du côté des opposants, Rima Hassan, eurodéputée La France insoumise, a fustigé "un nouveau seuil franchi en matière d'atteinte à la liberté d'expression" si la loi venait à être promulguée.

"*On remarque un amalgame entre l'antisémitisme et la critique d'Israël (antisionisme)*", dénonce la pétition "*Non à la loi Yadan*", qui rappelle qu'il faut "*lutter contre l'antisémitisme de toutes nos forces*".

Selon la pétition, le projet de loi empêcherait "*tout soutien à la cause palestinienne*" et "*le travail des journalistes et des chercheurs.e.s*". Sa promulgation renforcerait, selon les signataires, "*la colonisation de la Palestine par Israël, illégale au regard du droit international*", tout en desservant "*la lutte contre l'antisémitisme en assimilant les Juives et les Juifs à la politique de Benjamin Netanyahu*".

J-C - Israël n'est pas un "*Etat*", c'est une colonie de peuplement, et à ce titre elle doit disparaître. Et qu'est-ce qu'ils nous font chier ces décomposés avec leur écriture inclusive ! Sinon, il n'y a rien d'autres qui vous choque dans cette pétition ?

On nous dit que ce "*projet de loi*" assimilerait "*les Juives et les Juifs à la politique de Benjamin Netanyahu*", et alors, n'est-ce pas la réalité pour l'immense majorité des juifs en France ou dans le monde qui sont des sionistes, près de 100% en Israël ? Soutenir l'existence d'Israël, qui est depuis son origine ou même avant la négation de la Palestine ou du droit des Palestiniens à disposer de leurs terres, ne serait-ce pas déjà une forme de racisme? Quand la loi fondamentale, qui fait figure de Constitution et qui a été rédigée exclusivement pour les juifs, prive de certains droits les non-juifs, ne serait-ce pas du racisme ? Bien sûr que oui, institutionnel.

Malheur aux croyants ou à ceux qui prennent leurs désirs pour la réalité !

Un chasseur américain est touché et s'écrase en Iran. Les deux pilotes s'extraient de leur avion et atterrissent en parachute. Blessés, ils vont être récupérés par les forces spéciales américaines et quittés tranquillement le territoire iranien comme s'il s'agissait d'une opération de routine sur un terrain d'entraînement à la barbe des Iraniens réduits à l'impuissance ou à l'état de spectateurs impuissants. On est bien d'accord, n'est-ce pas ?

Que cela ne tienne. Le grand délire ou la mythomanie aggravée d'un blog dit indépendant (Réseau International).

A les entendre l'Iran aurait gagné la guerre, ce qui, quoi qu'il arrive est impossible.

D'ici quelques semaines l'Iran aura épuisé son stock de missiles et drones, et la guerre s'arrêtera faute de combattants ou de munitions, tandis que les Américains peuvent toujours compter sur leurs alliés auxquels ils ont vendu des centaines de tonnes de bombes ou missiles au cours des dernières décennies, leurs installations industrielles pour en fabriquer sont intactes, tandis que celles de l'Iran auront été détruites en partie ou en totalité, deux importantes usines produisant de l'acier viennent d'être gravement endommagées et elles seraient à l'arrêt, l'une d'entre elle servirait à produire des missiles.

- Perdre la guerre (les Etats-Unis et Israël) - 4 avril 2026

- Pepe Escobar : L'Iran vient de bouleverser l'équilibre des forces au Moyen-Orient - 4 avril 2026

- Trump et l'Iran : Le revirement des pétromonarchies – Youssef Hindi - 4 avril 2026

- Andrei Martyanov : C'est fini ! Les États-Unis viennent de perdre face à l'Iran... Voici pourquoi - 4 avril 2026

- Guerre contre l'Iran : Ne pas «comprendre» l'Iran – Les illusions de la guerre – La perte du statut de superpuissance - 4 avril 2026

- Rébellion des généraux US, Tsahal laminé au Liban, destruction d'Amazon + Oracle aux EAU et hypocrisie à la française - 4 avril 2026

- L'Iran abat un second avion de chasse US. La supériorité aérienne américaine mise à mal - 4 avril 2026

- L'Empire en ruine : la résistance désarme Israël - 4 avril 2026

- Trente-deux jours pour défaire le monde - 4 avril 2026

- La stratégie de Pékin : comment la guerre en Iran a donné à la Chine la formule pour vaincre les États-Unis - 4 avril 2026

J-C – Victoire, les Iraniens ont abattu quelques avions ennemis !

Quelle connerie ! Tu parles, l'armée américaine dispose de 3 625 avions de combat, dont environ 2 000 chasseurs, et plus de 200 avions de chasse israéliens participent aux attaques menées contre l'Iran. Alors leur déclaration débile de triomphalisme, vaut mieux n'y accorder aucune importance.

Il y a autant si ce n'est plus de cinglés ou de psychopathes dans nos rangs, pour autant qu'ils s'agissent bien de nos rangs, personnellement j'en doute.

Avantage à celui qui possède la technologie la plus avancée.

L'IA au cœur de la guerre en Iran: cinq choses à savoir sur le "Project Maven" du Pentagone - AFP 5 avril 2026

Un programme d'intelligence artificielle du Pentagone, Project Maven, se trouve au cœur de la campagne militaire contre l'Iran. Un rôle inédit qui illustre un changement de paradigme pour la guerre moderne, propulsé par les innovations de la Silicon Valley...

Project Maven est le programme d'intelligence artificielle phare de l'armée américaine, lancé en 2017 comme une expérimentation pour aider les analystes militaires à traiter le flux d'images massif envoyé par les drones.

Les opérateurs étaient submergés, contraints de travailler image par image pour repérer des éléments d'information pouvant n'apparaître qu'une fraction de seconde. Maven a été conçu pour qu'ils retrouvent l'aiguille dans la botte de foin.

Huit ans plus tard, le programme s'est largement étoffé. Il est devenu un système de ciblage assisté par IA et de gestion du champ de bataille, qui a démultiplié la vitesse d'exécution de la "kill chain", ce processus qui va de la détection à la destruction (chaîne d'engagement, dans le jargon de l'Otan).

Comment ça fonctionne ?

Maven cumule les fonctions du contrôle aérien de la guerre et de poste de pilotage.

L'expert Aalok Mehta décrit ce système comme étant "essentiellement une surcouche" fusionnant les données de capteurs, l'imagerie satellitaire et les renseignements sur les forces amies et ennemies.

Concrètement, explique le directeur du Wadhvani AI Center, basé à Washington, Maven analyse à haute vitesse les flux satellitaires pour détecter des mouvements ou identifier des cibles, tout en "*dressant un tableau instantané du théâtre opérationnel*" pour déterminer le meilleur plan de frappe.

"*Comme par magie*", Maven transforme une menace détectée en processus de ciblage, évaluant les solutions disponibles et présentant au commandement un éventail d'options, a décrit un responsable du Pentagone lors d'une récente démonstration en ligne.

L'émergence de l'IA générative depuis trois ans a constitué un nouveau bond en avant en permettant d'interagir avec le système en langage naturel, démocratisant ainsi l'usage de cette technologie au-delà des techniciens de l'armée.

Google, ainsi qu'OpenAI, rival numéro 1 d'Anthropic et l'entreprise xAI d'Elon Musk sont en lice pour remplacer Claude dans Maven, a indiqué le Pentagone.

Quel rôle de Palantir ?

En 2024, Palantir, entreprise fondée en partie grâce à des fonds liés à la CIA et construite dès l'origine autour du renseignement, a pris la place laissée vacante par Google.

La société est devenue le principal prestataire du projet Maven, et sa technologie IA constitue l'ossature opérationnelle du programme.

Pour son PDG Alex Karp, le monde se divise désormais en deux, entre ceux qui ont cette technologie et ceux qui ne l'ont pas.

Il est essentiel, selon lui, que l'Occident parvienne à maîtriser des capacités que le reste du monde ne possède pas.

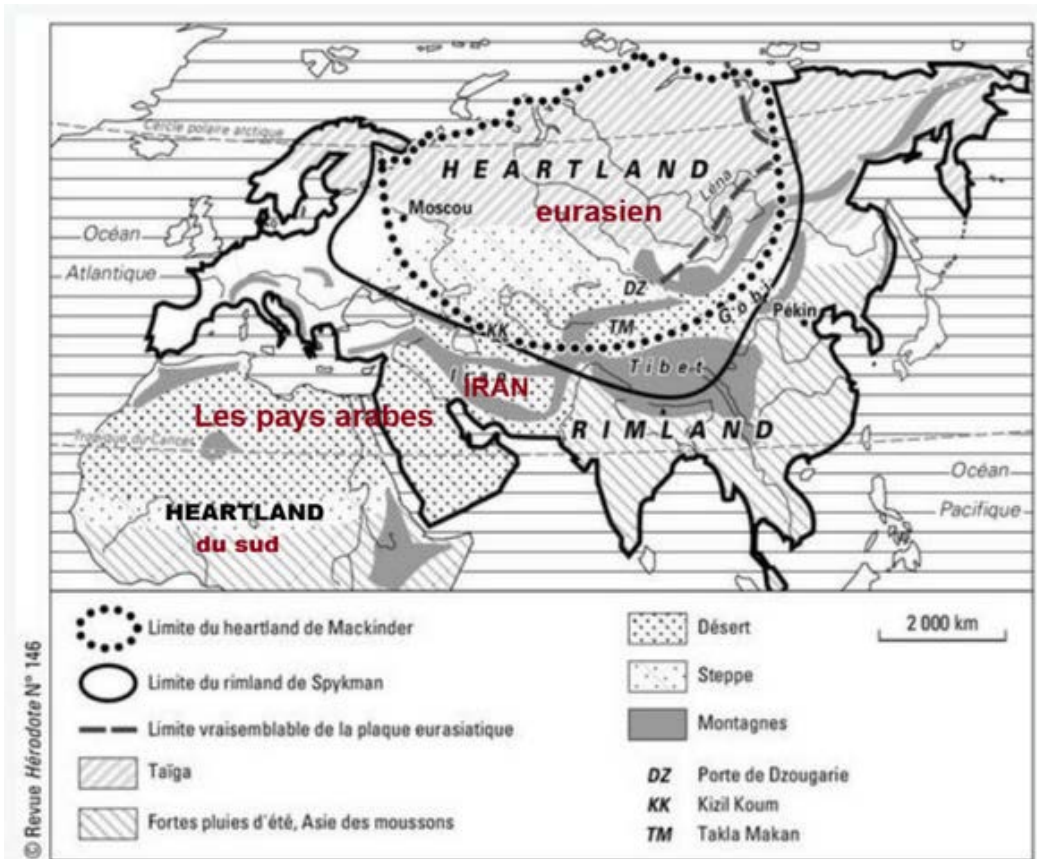
Un système capable de compresser plusieurs heures de "*kill chain*" en quelques secondes rend un adversaire obsolète, a-t-il ajouté.

Quels résultats jusqu'ici ?

Le Pentagone et Palantir ont refusé de commenter les performances de Maven dans la guerre avec l'Iran.

Le rythme soutenu des frappes américaines montre que Maven a vraisemblablement accéléré le processus de ciblage et de tir. AFP 5 avril 2026

Lu.



Les deux cœurs du monde selon Mackinder

Une approche sous un angle portant sur le rôle du Heartland du Sud et sa relation avec le Heartland eurasien du Nord tel qu'il a été formulé par le géographe Mackinder, le tout aboutissant à conclure que celui qui contrôle ces deux régions contrôle le monde.

S'ajoutent à cela, d'autres données considérant que le Heartland du Sud tire sa valeur ajoutée de considérations particulières stratégiquement importantes, parmi lesquelles :

son emplacement sur la route de l'Inde orientale telle qu'elle se présente aujourd'hui ;

l'entité sioniste créée après la Seconde Guerre mondiale (1948) du point de vue des intérêts impérialistes ;
l'énergie.

Partant de ces considérations, l'impérialisme américain d'après la Seconde Guerre mondiale a élaboré sa stratégie pour le Moyen-Orient avec la ferme intention de détenir les clés :

de l'Iran sous le Chah, notamment après le renversement du gouvernement du Dr Mohammed Mossadegh (août 1953) ;

de la Turquie après la chute du parti de Mustafa Kemal Atatürk et son remplacement par un gouvernement hybride impérialiste, incarné par l'administration islamiste et atlantiste d'Adnan Menderes (premier ministre de mai 1950 à mai 1960) ;

du nouvel intrus, représenté par l'entité sioniste ;

des protectorats pétroliers, notamment après le pacte du Quincy (en 1945, entre le roi Abdelaziz ibn Saoud, fondateur du royaume d'Arabie saoudite, et le président des États-Unis Franklin Roosevelt).

Cependant, les années 1950 ne furent pas de tout repos pour l'impérialisme et ses instruments précités. Avec la révolution menée par Gamal Abdel Nasser en Égypte (juillet 1952), Washington et Londres commencèrent à perdre leur emprise sur le Heartland du Sud, tandis que l'Union soviétique se développait et dominait totalement le Heartland eurasien.

Deux décennies difficiles s'écoulèrent pour les impérialistes, durant lesquelles le nassérisme parvint à briser leur contrôle sur le Heartland du Sud, avant qu'ils ne réussissent à le contrôler de nouveau. Les Arabes perdirent de précieuses opportunités après la disparition de Nasser (1918-1970) et la présidence de l'Égypte par son successeur, Anouar al-Sadate, sous les couleurs de l'américanisation, du sionisme, et des privatisations.

Tout comme le nassérisme a brisé l'hégémonie atlantique sur le Moyen-Orient et sur le Heartland du Sud, la révolution iranienne (1979) a répété la leçon nassériste, mais elle a rapidement été confrontée à des ingérences quasi identiques, notamment après que Moscou soit temporairement parvenue à établir le plus vaste axe stratégique asiatique de l'histoire, incluant le deuxième cœur du monde jusqu'en Afghanistan après le coup d'État de gauche (1978), l'Iran d'après la révolution, l'Irak et la Syrie suite à un accord mené par le président Hassan al-Bakr et le président Hafez al-Assad avec le soutien de la Russie (1975), pour finalement étendre son influence au Liban qui était pratiquement sous le contrôle du mouvement nationaliste arabe et de la résistance palestinienne.

Or, comme chacun le sait, cet axe stratégique asiatique a fait l'objet d'une contre-attaque de la part des États-Unis, de l'Otan, des sionistes et des protectorats pétroliers ; tandis que les services de renseignement américains, pakistanais et des pays du Golfe inventaient le phénomène de l'islam takfiri en Afghanistan.

Une contre-attaque qui a mené à la rupture de l'accord syro-irakien, a ouvert une bataille contre l'Iran, avant que l'ennemi sioniste n'agresse le Liban et ne plonge la Syrie dans le feu et le sang, allant jusqu'à étendre les accords de Camp David (1978) au Liban (accord du 17 mai 1983, annulé par la suite), avant l'effondrement de l'Union soviétique (1991), et Washington sur le point de dominer le Heartland eurasien.

Inversement, de même que le nassérisme et la révolution iranienne ont réussi à briser l'alliance réactionnaire, la résistance libanaise menée par le Hezbollah a constitué le troisième chapitre de l'histoire de la lutte pour le Heartland du Sud. Sa montée en puissance s'est rapidement transformée en un axe stratégique s'étendant de l'Iran à l'Irak et à la Syrie, puis vers deux flancs importants du Heartland du Sud : le port de Gaza et le détroit de Bab el-Mandeb.

Le heartland du sud avant l'agression américano-sioniste

Presque simultanément, l'impérialisme américain et l'État sioniste entrèrent dans des crises structurelles d'une ampleur inédite. L'accélération de la révolution informatique entraîna l'exclusion du marché du travail de dizaines, voire de centaines de millions de travailleurs, d'employés et de membres de la classe moyenne, alors qu'il n'était plus possible de revenir à l'époque de la production industrielle capitaliste où la valeur ajoutée et les profits dépendent du cycle économique mondial et pas exclusivement du cycle financier et commercial.

Pour sa part, l'ennemi sioniste vivait un déséquilibre stratégique de sa structure sociale du fait de la diminution du rôle fonctionnel de la masse vitale représentée par les Ashkénazes, au profit de forces plutôt rétrogrades et plus racistes.

Dans de telles circonstances, le détournement de la crise intérieure vers l'extérieur devint, comme toujours, inévitable et attendu. Par conséquent, la stratégie de contre-attaque menée contre l'Axe de la résistance coïncida avec l'escalade contre la Russie et le Heartland eurasienn à partir de l'Ukraine, avant que la Russie ne riposte. Et cela, conformément aux conseils de Brzezinski incitant, il y a des décennies, à faire de l'Ukraine une base de lancement de l'attaque américaine contre Moscou, afin de bloquer son réveil national.

À partir de là, la stratégie impérialiste prit de nouvelles formes ayant recours à la manipulation des cartes démographiques et aux guerres sectaires et ethniques. Le discours des États-Unis sur un Moyen-Orient américain différent du Moyen-Orient européen (défini par les accords Sykes-Picot ; 1916) devint public et sans détours, remplaçant ses frontières étatiques par de nouvelles frontières de sang en rapport avec la création d'États tampons sectaires et sanguinaires.

Autrement dit, autant le projet sioniste d'un nouvel Orient abrahamique est un projet régional pour Tel Aviv et les protectorats pétroliers et gaziers, autant il fait partie du projet impérialiste visant la jonction entre le Heartland eurasienn et le Heartland du Sud.

En effet, si la phase du « *sionisme politique* », menée par l'Alignement (alliance des partis de gauche : Ma'arakh) et les prétendus groupes ouvriers laïcs, fut concentrée sur une stratégie hégémoniste à travers les accords de Camp David (1978), d'Oslo (1993), de Wadi Araba (1994), ainsi que sur le projet d'un Bénélux oriental de Shimon Peres (1993), les conférences d'Amman, de Casablanca et de Doha ; la phase du « *sionisme religieux* » menée par le Likoud et les groupes religieux extrémistes (l'autre visage du fondamentalisme islamiste takfiri), s'est concentrée sur une nouvelle stratégie avec l'adoption du projet d'un Moyen-Orient abrahamique.

En conséquence, le concept de contrôle a remplacé le concept d'hégémonie, et le concept d'annexion a remplacé le concept d'intégration ; le plus dangereux étant la banalisation de discours et de récits sectaires allant du sionisme religieux, au sionisme islamiste (auquel Damas a été livrée un 8 décembre 2024), au sionisme chrétien et à son bastion américain.

C'est dans ce contexte que l'américain cherchant à affaiblir le Heartland eurasienn et à contrôler le Heartland du Sud en rapport avec la guerre de l'énergie et des corridors stratégiques, a attaqué l'Axe résistant, lequel avait réussi à s'emparer des corridors de Gaza, de Bab el-Mandeb, du détroit d'Ormuz et de la côte syrienne, tandis que la Russie et l'Iran contrôlaient les plus importantes réserves de gaz, et que de nouvelles réserves au large des côtes de Gaza et du Sud Liban étaient contrôlées par le Hamas et le Hezbollah.

D'autant plus que l'idée de l'ennemi sioniste d'un « *espace vital* » débordant sur les sphères palestinienne et jordanienne, jusqu'à parler ouvertement d'un « *Grand Israël* » en lien avec de nouvelles cartes démographiques, correspondait à la vision impériale américaine d'une nouvelle forme de partition de la région, différente de la partition précédente suite aux accords franco-britanniques entre MM. Sykes et Picot.

Ce qui signifie que contrairement à ces anciens accords, au Ma'arakh et au projet de Shimon Perez, le sionisme religieux oriental devrait s'étendre au-delà les États géopolitiques limitrophes, pour atteindre d'autres géographies démographiques fondées sur un racisme de conception impérialiste-sioniste ne tolérant que les Blancs et les Juifs.

Ainsi, l'extermination de masse de la population palestinienne (prétendument barbare) ou sa domestication au sein de réserves sécuritaires et administratives, permettrait à l'ennemi sioniste de régler la question palestinienne. Et l'application de ce même procédé à toute la région lui permettrait aussi de contrôler le gaz offshore (le champ de Gaza et du sud du Liban) et l'eau de la région (les bassins de Chebaa, du Litani, du Golan et du Yarmouk).

D'une étape à l'autre, les projets de l'ennemi sont donc devenus de plus en plus brutaux et racistes ; les étapes du sionisme politique puis religieux ayant abouti en dépit de tous les accords à l'actuelle étape du déracinement, de l'extermination, du déplacement et de la judaïsation. Et cela dans le but de parvenir au prétendu Grand Israël conforme à sa mentalité raciste et monopoliste.

J-C - Malheureusement la seconde moitié de cet article partait en vrille ou ne présentait aucun intérêt.

Iran.

95e vague de l'opération Vraie Promesse IV : l'Iran frappe un système Patriot et des batteries de roquettes HIMARS - presstv.ir 04 April 2026

Des batteries de roquettes HIMARS américaines installées au Koweït, ainsi qu'un système de missiles Patriot américain déployé dans le nord de Bahreïn, figuraient parmi les « *cibles clés détruites au cours de l'opération* », précise le communiqué.

Ont également été ciblés des lanceurs HIMARS américains, ainsi qu'un centre de commandement et d'entraînement pour officiers et instructeurs militaires américains de haut rang, installé aux Émirats arabes unis (EAU).

Selon le communiqué, les installations du géant technologique américain Oracle aux Émirats arabes unis ont également été visées.

Dans une frappe navale coordonnée, indique le CGRI, le MSC Ishika, un navire commercial israélien, opérant sous pavillon tiers, a été ciblé avec succès au port Khalifa Ben Salmane, à Bahreïn. presstv.ir 04 April 2026

Le Koweït signale qu'un drone iranien a gravement endommagé des centrales électriques et de dessalement - aa.com.tr 5 avril 2026

Le Koweït a annoncé dimanche qu'une attaque de drone iranien avait causé d'importants dégâts matériels sur des centrales électriques et des installations de dessalement d'eau, mettant hors service deux unités de production d'électricité.

Selon le ministère koweïtien de l'Électricité, l'attaque a visé tard samedi deux centrales électriques et installations de dessalement.

Le ministère a précisé que deux unités de production d'électricité avaient été mises hors service, tandis que des équipes d'urgence et techniques ont immédiatement commencé à intervenir pour limiter les dégâts et maintenir les services.

L'Iran affirme avoir abattu un avion de soutien américain C-130 à Ispahan - aa.com.tr 5 avril 2026

- L'appareil aurait été détruit « *par des tirs nourris d'une unité des forces spéciales de la police* », selon l'agence semi-officielle Tasnim citant la police iranienne

Les derniers développements.

- **L'armée iranienne a affirmé, vendredi 3 avril, avoir abattu un second avion de combat américain**, après qu'un chasseur-bombardier F-15 s'est écrasé dans le sud-ouest de l'Iran, premier revers de ce type pour Washington depuis le début de la guerre.

"*Un avion américain de type A-10 a été touché par les systèmes de défense aérienne (...) et s'est abîmé dans les eaux du Golfe*", a annoncé la télévision d'Etat (Irib), relayant une déclaration de l'armée. Aux Etats-Unis, le New York Times, citant deux responsables américains, avait auparavant indiqué qu'un avion s'était écrasé près du détroit d'Ormuz, son seul pilote ayant été secouru sain et sauf.

Par ailleurs, les médias rapportent qu'un drone iranien aurait abattu un hélicoptère américain Boeing CH-47 Chinook au Koweït, après lui avoir causé de graves dégâts. À en juger par les images publiées, la partie avant de l'hélicoptère a été sérieusement endommagée.

- Les États-Unis évacuent des militaires et leurs familles de bases au Moyen-Orient, selon NPR

Les États-Unis ont évacué 1 500 marins, leurs familles et plusieurs centaines d'animaux de compagnie d'une base à Bahreïn, où est stationnée la Cinquième flotte, à la suite d'une série de frappes de représailles iraniennes, rapporte NPR, citant des sources. Selon la station, environ 8 000 personnes étaient stationnées sur cette base avant le début du conflit. Au début du conflit armé, cette base de soutien de la Marine américaine a été la cible de tirs répétés de missiles et de drones iraniens, toujours selon NPR.

- Les États-Unis pris de court par les frappes de représailles iraniennes, selon Time

La riposte massive de l'Iran aux bombardements américains et israéliens a pris de court les responsables de l'administration américaine, notamment le secrétaire à la Guerre, Pete Hegseth, rapporte Time, citant des sources. Selon l'article, Hegseth s'attendait à une riposte iranienne, mais pas à une telle ampleur.

Le magazine souligne qu'avant l'escalade, le chef du Pentagone avait insisté sur le fait que les frappes contre l'Iran n'entraîneraient pas une guerre ouverte. Il s'appuyait sur l'expérience des frappes précédentes, à la suite desquelles les forces iraniennes s'étaient limitées à une riposte symbolique.

L'Iran rejette la proposition américaine d'un cessez-le-feu de 48 heures

Téhéran a rejeté la proposition américaine d'un cessez-le-feu de 48 heures, rapporte l'agence Fars, citant une source proche du dossier. Celle-ci a précisé que l'Iran n'avait pas répondu à Washington par écrit, mais en poursuivant ses attaques massives.

Selon le Wall Street Journal, les efforts actuels des pays de la région, menés par le Pakistan, pour parvenir à un cessez-le-feu entre les États-Unis et l'Iran sont dans l'impasse. Téhéran ne souhaite pas rencontrer les responsables américains à Islamabad dans les prochains jours et qualifie les exigences des États-Unis d'« *inacceptables* ».

- Plus de 30 universités iraniennes ont été attaquées depuis le début de la guerre au Moyen-Orient

Le ministre iranien des Sciences, Hossein Simaei, a déclaré que depuis le début de l'offensive des États-Unis et d'Israël contre l'Iran le 28 février, plus de 30 universités iraniennes avaient été la cible d'attaques. Cette déclaration a été faite sur le site de l'université Shahid Beheshti, touchée par une frappe américano-israélienne.

- « Une tache indélébile sur la réputation internationale » : Zakharova fustige l'attaque américano-israélienne contre la centrale nucléaire de Bouchehr

La Russie condamne fermement l'attaque israélo-américaine contre la centrale nucléaire de Bouchehr et présente ses condoléances suite au décès d'un des employés de l'installation, a déclaré Maria Zakharova, porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères. Elle a déploré que les agresseurs « *continuent de frapper sans retenue, et même avec une forme d'ardeur malsaine, l'infrastructure nucléaire et énergétique de l'Iran, placée sous le régime du TNP et de l'accord de garanties généralisées conclu avec l'AIEA* ».

« *Ces actions illégales et irresponsables constituent une tache indélébile sur la réputation internationale de ceux qui dirigent des missiles contre la centrale nucléaire de Bouchehr et d'autres installations nucléaires iraniennes placées sous les garanties de l'Agence, et en ordonnent la destruction. De fait, ils ont complètement anéanti leur réputation en matière de non-prolifération nucléaire ainsi que de sûreté et de sécurité nucléaires, démontrant ainsi qu'ils ne respectent eux-mêmes aucune norme ni aucune limite* », a souligné Zakharova.

La porte-parole de la diplomatie russe a noté que la Russie mettait tout en œuvre pour attirer l'attention de la communauté internationale et du grand public sur le fait que la situation à la centrale nucléaire de Bouchehr se rapproche de plus en plus d'un seuil dangereux. Selon elle, le pire « *peut encore être évité* », mais à cette fin, les frappes contre les installations nucléaires en Iran, y compris contre la centrale Bouchehr, doivent cesser immédiatement.

- Plus de 95 attaques contre le secteur médical recensées au Liban, selon le ministère de la Santé du pays à RT

Le ministre libanais de la Santé, Rakan Nasser Eldine, dans une interview accordée à RT, a fait état de plus de 95 attaques contre le secteur médical du pays. « *Pour le moment, il y a 53 morts. Les ambulances, les centres de premiers soins et les hôpitaux sont visés. Le secteur médical est soumis à une pression non seulement en raison du déplacement important de la population, mais aussi en raison des frappes ciblées* », a-t-il déclaré.

Selon lui, le ministère libanais de la Santé a transmis le dossier au Conseil des ministres afin de déposer une plainte auprès des instances internationales contre les attaques israéliennes. « *Nous nous sommes aussi adressés à des organisations de défense des droits de l'homme et l'Organisation mondiale de la Santé. Nous avons répertorié toutes ces attaques contre le secteur médical. Nous continuons à surveiller les services, les hôpitaux et les établissements médicaux qui fonctionnent encore dans le sud. En ce moment, c'est notre priorité* », a ajouté Rakan Nasser Eldine.

- Les pays du Golfe sont impliqués dans l'attaque israélo-américaine contre l'Iran, selon une source de RT dans la région

Bien que les autorités des États arabes du Golfe Persique et de la Jordanie « *nient catégoriquement* » leur implication dans l'opération militaire menée par les États-Unis et Israël contre l'Iran, de telles activités ont lieu dans certains cas, a déclaré à RT une source militaro-diplomatique dans la région.

Ainsi, selon cette source, le territoire de Bahreïn est utilisé par les États-Unis pour stationner le groupe de navires de la 5e flotte, ainsi que des avions de patrouille et de reconnaissance. De plus, des frappes américaines contre des cibles iraniennes auraient été menées directement depuis le territoire du royaume.

Par ailleurs, les États-Unis utilisent des installations militaires au Koweït, ainsi que des forces et des moyens déployés aux Émirats arabes unis, qui servent à mener des missions de reconnaissance aérienne et de désignation d'objectifs sur le territoire iranien. Cette source a également souligné l'utilisation par Washington de la base aérienne du prince Sultan en Arabie saoudite. De plus, toujours selon cette source, Riyad s'apprête à mettre à la disposition des Américains la base aérienne du roi Fahd.

En ce qui concerne la Jordanie, le principal point d'appui des États-Unis est la base aérienne Muwaffaq Salti, d'où sont le plus souvent lancées les frappes contre l'Iran. Les forces américaines stationnées sur ce site sont complétées par les bases aériennes Roi Abdallah II, Roi Faisal et Prince Hassan.

Etat juif.

Une «flotte fantôme» : révélations sur les livraisons clandestines vers Israël - RT 3 avr. 2026

Une enquête de Middle East Eye publié le 2 avril révèle l'existence d'un réseau maritime discret ayant permis l'acheminement massif de ressources énergétiques et de matériel militaire vers Israël, malgré les restrictions en vigueur. Selon ce rapport, au moins 57 cargaisons de pétrole brut, représentant près de 47 millions de barils, ont été livrées entre 2024 et 2025 via des itinéraires

détournés, notamment depuis la Turquie. Les navires impliqués auraient falsifié leurs destinations et désactivé leurs systèmes de localisation pour dissimuler leurs activités.

Ces pratiques s'apparentent à celles d'une « flotte fantôme », en violation des règles maritimes internationales qui imposent le maintien des systèmes de suivi. Les cargaisons, souvent annoncées à destination de ports égyptiens, étaient en réalité déchargées dans des installations israéliennes, en particulier à Ashkelon. Des images satellites corroborent ces mouvements, confirmant des escales invisibles dans les données officielles.

Le rapport met en cause plusieurs compagnies maritimes grecques, liées à de puissantes familles du secteur, qui auraient joué un rôle central dans ce dispositif. Leur implication ne se limite pas au pétrole : du charbon en provenance d'Afrique et des livraisons de matériel militaire, de munitions et de composants d'armes ont également été identifiés. Une partie de ces équipements aurait été destinée à des entreprises israéliennes du secteur de la défense.

Etats-Unis.

« Il était temps » : en pleine guerre contre l'Iran, le chef d'état-major de l'armée de terre américaine forcé à la démission - Paris Match 3 avril 2026

Le ministre américain de la Défense, Pete Hegseth, a obtenu le départ immédiat du chef d'état-major de l'armée de terre, le général Randy George. À sa place, il souhaiterait nommer une personnalité plus encline à appliquer la vision de Donald Trump.

Ce n'est que le dernier d'une longue liste de départs soudains et injustifiés depuis le début du deuxième mandat de Donald Trump. En pleine guerre contre l'Iran depuis plusieurs semaines, le Pentagone a annoncé, ce jeudi 2 avril, le départ du plus haut gradé de l'armée de terre, le général Randy George. Selon la chaîne CBS News, qui a révélé l'information en premier, ce départ a été dicté par le secrétaire à la Défense américain, Pete Hegseth.

Ainsi, Randy George « va quitter ses fonctions de 41e chef d'état-major de l'armée de terre, avec effet immédiat », a écrit sur X Sean Parnell, le porte-parole du Pentagone, lui souhaitant par ailleurs « une belle retraite ». Il ne donne cependant pas la raison de ce départ précipité.

En parallèle, deux autres officiers de l'armée de terre ont également été relevés de leurs fonctions, peut-on lire dans le Washington Post. Il s'agit du général David Hodne, qui dirigeait le Commandement de la transformation et de l'entraînement de l'armée de terre, ainsi que du général de division William Green, qui commandait le corps des aumôniers de l'armée de terre.

En un peu plus d'un an, Pete Hegseth a en effet limogé pas moins d'une douzaine d'officiers supérieurs.

Lu. Quand ils vouent un culte aux institutions en place.

Le rôle joué par Donald Trump dans le désordre actuel aux États-Unis et dans le monde

Depuis qu'il a été élu à la présidence américaine, en 2016, le magnat Donald Trump a démontré qu'il était un politicien autocratique, impulsif et retors, qui a souvent des crises incontrôlées de colère.

En effet, depuis son arrivée à la Maison blanche, il a été un créateur de chaos et de destruction systématique. Il a souvent recours à des attaques verbales, économiques et militaires, tant à l'étranger qu'à l'intérieur de son pays. Dans ce dernier cas, la police intérieure ICE, qui rappelle par ses tactiques la Gestapo nazie, continue d'ouvrir de nouveaux camps de concentration.

Donald Trump fait souvent preuve également de malhonnêteté intellectuelle, étant un menteur pathologique qui invente des choses de toutes pièces, pour se glorifier et pour humilier, intimider ou déstabiliser toute personne qui s'oppose à lui. Les gens doivent être sur leurs gardes, car la plupart du temps quand le politicien D. Trump ouvre la bouche, il ment.

De plus, Donald Trump est un homme politique au passé très controversé. Il s'est révélé être un belliciste, un tyran et un prédateur. Sans grande surprise, une fois au gouvernement, il s'est appliqué à transposer en politique les pratiques prédatrices et autocratiques qu'il avait développées dans sa vie d'homme d'affaires de constructeur d'hôtels, de casinos et de terrains de golf.

Donald Trump est aussi un individu avec une longue liste de méfaits. En réalité, son dossier est de facto celui d'un escroc, condamné à de nombreuses occasions au criminel.

En effet, selon l'encyclopédie Wikipédia, l'homme d'affaires en immobilier Donald Trump, dans ses affaires privées et juridiques personnelles, entre 1973 et 2016, (date de sa première élection à la présidence des États-Unis), a été impliqué dans plusieurs milliers d'affaires judiciaires, allant de litiges commerciaux multiples à des procès en diffamation, en passant par des contestations fiscales et des affaires intenses d'inconduite sexuelle.

À cela s'ajoutent les nombreuses accusations pour fraudes et pour corruption portées contre lui, dont celle d'avoir accepté un cadeau du gouvernement qatari : un Boeing 747 de luxe d'une valeur de 400 millions de dollars, sans oublier la manipulation des marchés financiers par des investisseurs près du pouvoir et bénéficiant manifestement d'informations privilégiées. Et la liste s'allonge de jour en jour.

— À tout prendre, D. Trump est un politicien vulgaire et qui n'a pas de classe : il est souvent malveillant, mesquin et odieux, quand il menace de bloquer l'ouverture d'un nouveau pont ou qu'il se réjouit honteusement de la mort d'une personne.

En fait, Trump ne projette pas l'image d'un chef d'État compétent et légitime, mais plutôt celle d'un chef de mafia, qui lance constamment des ultimatums agressifs qu'on ne peut refuser.

Pendant tout ce temps, le gouvernement Trump poursuit activement son opération de dissimulation du rôle de l'intéressé dans le scandale politico-sexuel de J. Epstein...

Les historiens de l'avenir s'interrogeront sans doute sur les circonstances politiques et économiques particulières qui ont pu permettre à l'homme d'affaires Donald Trump d'être élu président des États-Unis.

En effet, comment un candidat aussi peu recommandable, condamné au criminel pour 34 chefs d'accusation de félonie, doté d'un caractère instable qui parfois frôle la démence, en plus d'être un individu impliqué dans le réseau international de prostitution de jeunes filles mineures de J. Epstein, son voisin et ami pendant quinze ans en Floride, a pu se hisser au poste de président des États-Unis ?

De même, les historiens auront sans doute du mal à expliquer comment Donald Trump a pu se maintenir au pouvoir pendant tant d'années, (2017-2021 et 2025-2026) sans être destitué pour cause, conformément à l'un ou l'autre des deux articles de la constitution américaine prévus à cet effet :

- Art. II, sec. 4 : (« *Le président des États-Unis sera destitué de ses fonctions en cas de mise en accusation et de condamnation pour trahison, corruption ou autres crimes et délits graves.* »).
- le 25e amendement : (« *Lorsque le vice-président et la majorité des principaux responsables des départements exécutifs transmettent... au président pro tempore du Sénat et au président de la Chambre des Représentants une déclaration écrite attestant que le président est incapable d'exercer les pouvoirs et les fonctions de sa charge, le vice-président assume immédiatement les pouvoirs et les fonctions de la charge en qualité de président par intérim.* »).

Ce sont les deux articles qui ont été conçus expressément pour destituer un président qui a perdu les pédales.

Ces derniers mois, en effet, Donald Trump est devenu un électron libre et une véritable menace mondiale. Il s'est lancé dans des guerres insensées à travers le monde.

Non seulement il a attaqué militairement le Venezuela pour mettre la main sur ses ressources pétrolières et il a déclenché une nouvelle guerre d'agression anticonstitutionnelle et déstabilisatrice contre l'Iran, avec aussi une intention manifeste de contrôler les réserves de pétrole de ce pays, mais il s'est aussi abaissé jusqu'à imposer, tel un tyran cruel, un embargo pétrolier illégal à Cuba, un petit pays en manque de carburant et d'électricité. (Source : Rodrigue Tremblay Professeur émérite, Université de Montréal - mondialisation.ca)

J-C - Et tout cela pour en arriver où ? Comme d'habitude, ces intellectuels sont indécrottables :

Rodrigue Tremblay - Par conséquent, les membres élus du Congrès américain, et en particulier la majorité républicaine à la Chambre des représentants et au Sénat, devraient prendre des mesures concrètes pour mettre un terme au cirque politique quotidien de Donald Trump.

J-C - Tu parles, ils sont tous plus pourris les uns que les autres. Et le peuple américain ? Qui ? Cela existe ça ?

Il n'y a rien à attendre de quelqu'un qui est corrompu idéologiquement, il sert la réaction ou il est mort pour notre cause, il ignore même qu'elle existe, il n'a d'yeux et d'oreilles que pour les élites de ce régime tyrannique.

Je lui ai envoyé un mail, sans attendre de réponse.

Lu.

Voici une analyse détaillée de l'échiquier régional et international :

1. «*La purge des généraux*»... Le Pentagone rejette le suicide militaire

C'est l'événement le plus inquiétant à Washington depuis la guerre du Vietnam.

- Limogeage des commandants : La démission du chef d'état-major Randy George et le limogeage du commandant des forces terrestres ainsi que de 12 généraux par le secrétaire à la Défense, Pete Hegseth, ne sont pas un remaniement de routine. Ces militaires de carrière dotés d'une réelle expertise du terrain ont compris que les plans de Trump pour un débarquement terrestre (à Kharg ou pour dérober de l'uranium) seraient un véritable abattoir pour les Marines. Les généraux choisissent la rébellion ou la démission plutôt que d'envoyer des milliers d'Américains à la mort.
- Raillerie à la française : le général français Yakovleff a résumé ces plans américains spectaculaires en déclarant : «*Les responsables américains doivent arrêter de sniffer de la cocaïne*». L'establishment militaire occidental considère que les ordres de Trump s'apparentent moins à la réalité militaire qu'à un blockbuster hollywoodien.

2. L'hypocrisie française et le crash du F-15E... Le ciel iranien dévore ses adversaires

- Le choc du chasseur Strike Eagle : les médias iraniens ont publié des images de l'épave d'un chasseur (F-15E Strike Eagle) du 494e escadron de chasse américain (basé en Grande-Bretagne), abattu dans la province de Markazi. Cette récurrence terrifie Washington. L'Iran ne se contente pas d'abattre des drones à basse vitesse, mais il s'attaque également aux chasseurs de quatrième génération les plus puissants et les plus perfectionnés.
- Mensonges français (Mission 52) : malgré les déclarations publiques françaises rejetant toute action militaire, des données aéronautiques prouvent que des bombardiers stratégiques américains (B-52H) continuent de traverser l'espace aérien français pour frapper l'Iran. Cette hypocrisie française confirme que Paris joue sur les deux tableaux : une diplomatie souple en public (pour assurer le passage de ses navires, comme le navire français autorisé à traverser Ormuz aujourd'hui), et une collaboration militaire secrète avec Washington.

3. L'équation Silicon Valley : destruction d'Amazon et d'Oracle

- Exécution de l'ultimatum : Comme prévu, les Gardiens de la Révolution ont mis leur menace à exécution. Après avoir frappé Amazon à Bahreïn (en réponse à l'assassinat de Fathali Zadeh), l'Iran a détruit aujourd'hui l'infrastructure cloud d'Oracle aux Émirats arabes unis (en réponse à la tentative d'assassinat de Kamal Kharrazi).
- Le message adressé aux géants de la tech : la liste à venir : (Google, Microsoft, Meta). Ce ciblage touche au cœur même de la foi dans l'infrastructure numérique du Golfe. Bien qu'Amazon ait minimisé la perte financière directe, la rupture de confiance obligera ces entreprises à exercer une forte pression sur Trump pour qu'il mette fin à la guerre. Si celle-ci se poursuit, les centres de données occidentaux deviendront des cibles légitimes dans tout le Moyen-Orient.

4. Le coût des armes et le déclin d'Israël. «*L'armée est au bout du rouleau*»

- La stratégie du Hezbollah : les médias hébreux (Or Heller, Channel 13) admettent que le Hezbollah mène les combats avec une efficacité redoutable. Il lance 200 missiles par jour, dont 70%

sont destinés à anéantir les forces terrestres dans le sud. Le groupe prévoit une guerre de plusieurs mois qui plongera l'armée israélienne dans une grave crise d'approvisionnement en munitions et de manque de préparation.

- Cécité israélienne : Yedioth Ahronoth (Ron Ben-Yishai) reconnaît que l'armée n'attaque les positions du Hezbollah «*qu'après leurs tirs de missiles*», soit un échec cuisant des «*frappes préventives*».
- Le projet de «*zone tampon*» sectorielle : la radio de l'armée israélienne a révélé un plan prévoyant de raser une bande de 4 km au sud afin de créer une zone tampon, «*à l'exception des villages chrétiens qui seraient placés sous contrôle sécuritaire israélien*». Il s'agit là d'une tentative manifeste et malveillante de l'État d'Israël de jouer la carte du clivage des communautés libanaises, dans le but de créer une nouvelle «*armée de Lahad*» [l'Armée du Sud-Liban pendant la guerre civile libanaise] – un projet d'emblée voué à l'échec.

5. Échec de la dissuasion américaine et confirmation du contrôle iranien.

- Souveraineté sur le détroit d'Ormuz : CNN et le Financial Times confirment que l'appel lancé par Trump au monde pour garantir l'accès à Ormuz équivaut à «*une reconnaissance implicite de la victoire stratégique de l'Iran et de son contrôle sur le détroit*». Téhéran a prouvé que la souveraineté nationale est inaliénable et ne saurait être l'objet de marchandages commerciaux.
- Frappe contre le radar THAAD en Arabie saoudite : CNN a confirmé qu'une frappe a détruit le radar AN/TPY-2, un élément vital du système THAAD en Arabie saoudite. Cette attaque prouve que les capacités défensives américaines dans la région ont été neutralisées, permettant ainsi aux missiles iraniens d'atteindre leurs cibles avec une extrême précision. Quelle issue pour les responsables politiques après l'«*impasse*» américaine ?

Nous assistons à «*l'effondrement du consensus américain et à la confirmation des succès de l'Axe*».

- Les États-Unis ont informé Israël que «*les négociations sont dans l'impasse*», coïncidant avec la rébellion des généraux et le refus international de légitimer la guerre au Conseil de sécurité. Trump est coincé : il ne peut pas négocier, ses généraux rejettent une invasion terrestre et de grandes entreprises (Amazon, Oracle) sont bombardées.
- L'Axe de la Résistance est passé de la défense stratégique à la dissuasion géoéconomique. Le ciblage du port de Fujairah par des drones ferme la dernière voie de contournement du détroit d'Ormuz, tandis que la destruction d'un F-15E confirme que l'Iran possède toujours des systèmes de défense aérienne très avancés, comme le Bavar-373 récemment perfectionné.

Les prochains jours seront décisifs pour les États-Unis. Le président américain se verra soumis à une immense pression de la part de l'«*État profond*» (services du renseignement, département d'État et grandes entreprises) pour mettre fin à l'escalade. S'il s'entête et poursuit ses opérations impliquant des bombardiers B-52, l'Iran passera à l'action en frappant Google et Microsoft. Il en résultera un nouvel effondrement historique à Wall Street, contraignant Trump à se soumettre ou à faire face à une procédure de destitution, tandis que l'économie mondiale risque de vaciller.

source : IntelSky via Spirit of Free Speech

France.

La « justice » française s'acharne encore sur George Ibrahim Abdallah - europalestine.com1 avril 2026

George Ibrahim Abdallah a été incarcéré 41 ans dans les geôles françaises, et n'a été libéré qu'en juillet 2025, alors qu'il aurait légalement pu l'être dès 1999.

Mais ce n'est pas fini aux yeux de la « justice » française. La Cour de Cassation a annulé mercredi la mesure de libération conditionnelle dont il avait bénéficié l'an dernier, au motif que les dispositions relatives à la liberté conditionnelle n'auraient pas été respectées !

Pourtant, la Cour d'Appel avait prononcé sa libération « *sous la condition de quitter le territoire national et de n'y plus paraître* ». Ce que George avait aussitôt fait, et il avait regagné sa terre natale, le Liban, où il habite à nouveau depuis un an.

Or, les prétendus « *hauts magistrats* » de la Cour de Cassation y trouvent à redire : d'après eux, Abdallah, après sa sortie de la centrale de Lannemezan, aurait dû passer préalablement par la case « *semi-liberté* », sur le territoire français, avec le cortège de contraintes que cela implique, par exemple le placement sous bracelet électronique pendant au moins un an de plus.

La France va-t-elle demander au Liban l'extradition de George, qui fête jeudi ses 75 ans ? On n'est plus à une ignominie près au « *Pays des Droits de l'Homme* » ! europalestine.com1 avril 2026

Maccarthisme à la française ou quand le parti de l'ordre devient une milice d'extrême droite.

Bruno Retailleau annonce "mettre sous surveillance" les villes dirigées par La France insoumise en lançant un observatoire dédié - BFMTV 3 avril 2026

Le patron de LR Bruno Retailleau a annoncé ce vendredi 3 avril "mettre sous surveillance" La France insoumise, qu'il présente comme "un parti séditieux" en lançant un "observatoire des villes LFI" pour documenter et dénoncer les initiatives qu'elles prennent.

"La 'Nouvelle France' de Jean-Luc Mélenchon, ce n'est pas notre France", a affirmé Bruno Retailleau lors d'une conférence de presse à Villeneuve-Saint-Georges, dans le Val-de-Marne, en région parisienne.

Traitant Jean-Luc Mélenchon de "leader maximo" et dénonçant tour à tour "le communautarisme", le "racialisme", le "terrorisme intellectuel" et la "violence" de LFI, le patron de LR, qui s'est lancé début février dans la course à la présidentielle, s'est engagé "à ne rien laisser passer" de la part du parti de la gauche radicale.

Avec cet observatoire, Bruno Retailleau entend "nourrir des preuves à travers les déclarations, les méthodes et les pratiques" des mairies LFI. "Quand elles seront documentées, elles seront mises à disposition des citoyens, des associations et des élus", a souligné Bruno Retailleau, qui a évoqué la possibilité pour son parti de "saisir la justice".

J-C – LR se partage les rôles avec le PS, qui pourra expliquer qu'il ne peut pas s'allier avec LFI, parce que ce parti est réputé infréquentable, peu importe pour qui ou que ce soit les fachos du RN qui soient à l'origine de la cabale contre Rima Hassan.

Personnellement, je m'en tape, je considère que LFI en est responsable, parce qu'il tient en permanence un double langage sur tout, bien que quoi qu'ils disent ne changerait rien en l'occurrence, je veux bien l'admettre. En revanche, qu'ils refusent de caractériser ces fachos et le régime en place, c'est inexcusable. Pire, quand un des leurs est attaqué injustement, ils ne sont même pas capables de le défendre, parce qu'ils refusent d'affronter leurs ennemis, ils craignent la réaction des médias. Ils tergiversent, courbent l'échine, gesticulent et vocifèrent, pour finalement s'éclipser tout honteux ou s'excuser tête baissée et la queue entre les jambes.

Vous imaginez un peu, ce sale type vous harcèle, menace de vous dénoncer et de vous pourrir la vie, il lance des accusations contre vous, vous diffame publiquement, dans ce cas-là il faut passer à l'offensive, vous ne manquez pas de cartouches pour l'abattre, vous n'avez que l'embarras du choix, même sans être très futé, Retailleau est déjà mort.

J'aurais répondu à Retailleau que les nazillons de son espèce peuvent aller se faire foutre, je dis et je fais ce que je veux dans le strict respect de la légalité, et je l'emmerde, ainsi que ses semblables mafieux et corrompus, je n'ai aucun compte à leur rendre, en revanche, s'ils empiétaient sur ma liberté, en état de légitime défense je n'attendrais pas une décision de justice qui n'arriverait jamais pour